



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

CHANTEMERLE
63000 CLERMONT FERRAND

Références : 20240715-RAP-63-0709_Insp_MFPM_Chantemerle_Lithium.odt
Code AIOT : 0016600038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN implanté 1 Rue de Chantemerle -- 63100 CLERMONT FERRAND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Mise en œuvre de l'AP complémentaire du 13 mai 2024 relatif au projet Lithium
- Projets à venir sur le site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN
- 1 Rue de Chantemerle -- 63100 CLERMONT FERRAND
- Code AIOT : 0016600038
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Michelin Chantemerle est le plus important centre logistique d'Europe du groupe Michelin avec 140 000 m² de surface d'entrepôt de pneumatiques. Il emploie 420 personnes, fonctionne 7 jours par semaine et assure la logistique des pneumatiques pour plus de la moitié du territoire français. Environ une centaine de personnes est présente sur le site en permanence.

Douze entrepôts de 10 000 m² ont été construits en 1971 en structure et voûtes en béton précontraint, les parois étant en bardage métallique double peau. Deux autres entrepôts (TL 4 et TL 16) de 10 000 m² ont été construits en 1981 en structure béton (piliers et traverses) avec une toiture terrasse en bacs acier.

La MFP Michelin a lancé un programme de modernisation et d'amélioration du site relatif à la gestion du risque incendie et à l'alimentation électrique de ses chariots élévateurs (projet Lithium), qui s'est traduit par la délivrance de l'AP complémentaire du 13 mai 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise des risques	AP Complémentaire du 13/05/2024, article 8.3.1	Sans objet
2	Maîtrise des risques	AP Complémentaire du 13/05/2024, article 8.3.2	Sans objet
3	Maîtrise des risques	AP Complémentaire du 13/05/2024, article 8.3.4	Sans objet
4	Plan de défense incendie et d'organisation interne	AP Complémentaire du 13/05/2024, article 7.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Michelin de Chantemerle est propre et bien entretenu, en particulier les bâtiments de stockage de pneumatiques. Le projet Lithium a pris du retard par rapport au calendrier initial avec la livraison des 122 chariots Lithium-ion à renouveler sur le site qui va s'étaler jusqu'à mai 2025 (82 pour Michelin, 40 pour les sous-traitants, mise en service des premiers chariots prévue en septembre 2024). 5 des 6 îlots de recharge sont en cours de construction et d'équipement avec un niveau d'avancement variable. L'inspection a pu vérifier la conformité réglementaire de l'atelier de recharge le plus avancé (TL1) vis-à-vis des prescriptions d'aménagement figurant dans l'APC du 13 mai 2024, ainsi que la disponibilité des consignes de sécurité liées par exemple à un emballage thermique de la batterie lithium-ion. La formation des conducteurs de chariots élévateurs est désormais indispensable afin de diffuser l'information et garantir la bonne mise en œuvre de ces procédures (un exercice POI est programmé fin 2024 auquel la DREAL participera dans la mesure de ses disponibilités).

La directrice du site a également présenté à l'inspection les projets en cours ou à venir :

- reprise par la société Michelin de l'exploitation des 2 chaudières Gaz Naturel installées sur le site (changement d'exploitant déclaré en juin 2024) + installations de 3 pompes à chaleurs d'ici à fin 2024 (télédéclaration de la rubrique 1185 à réaliser par l'exploitant). L'inspection confirme qu'au plan administratif, ces installations peuvent être gérées indépendamment de l'AP du site.
- installation d'une structure modulaire de bureaux (10 m x 20 m) regroupant les différentes entités administratives du site : la structure sera implantée entre les bâtiments TL9 et TL11, et à une distance de plus de 10 m de TL7. La structure étant visiblement ceinturée de murs coupe-feu (à confirmer par l'exploitant), l'inspection n'a a priori pas d'objection à cette implantation qui fera l'objet d'un porter à connaissance du préfet courant 2025,
- amélioration énergétique des bâtiments au niveau des murs, de la toiture, de l'éclairage et du chauffage (projet à long terme, de 7 à 10 ans).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/05/2024, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Charge des batteries Lithium-ion
Prescription contrôlée : Les ateliers de recharge des chariots et batteries de technologie Lithium-Ion sont affectés à ce seul usage. Ils sont construits et exploités selon le plan de principe en annexe. Ces ateliers ou salles de charges sont notamment : <ul style="list-style-type: none">• implantés de plain-pied, à une distance minimale de 5 m de tout stockage de matières combustibles (pneumatiques notamment) et de sorte à ne pas perturber le fonctionnement des équipements de détection de fumée, d'extinction automatique ou de rideaux d'eau ; en particulier, les murs coupe-feu ne sont pas implantés au droit des rideaux d'eau (chaque salle de charge est située dans un secteur enclos par des rideaux d'eau) ;• dotés d'un dispositif automatique (asservi à la détection de fumée) et d'un dispositif manuel de consignation d'urgence des sources d'énergie.• équipés de murs coupe-feu 2 heures d'une hauteur minimale de 4 m tout autour des équipements de chargement ;• non plafonnés ;• constitués d'alvéoles de charge :<ul style="list-style-type: none">◦ contenant 3 chariots au maximum ;◦ chacune dotée d'un sol formant rétention pouvant contenir au moins 100 litres ;◦ chacune séparée de son vis-à-vis par une allée d'au moins 3 m de large et équipée de murs coupe-feu 2 heures internes disposés de manière à séparer les chariots par lot de 3 ;• équipés de portes coupe-feu 2 heures aménagées pour la circulation des piétons sur des allées dédiées de 90 cm de large tout autour des lots de chariots ;• équipés d'une allée centrale d'au minimum 3 m de large laissée libre pour la circulation des engins et implantés de telle manière qu'aucun stockage de matières combustibles n'est réalisé dans l'axe de cette allée (distance minimale de 5 m).
Constats : Conforme : 5 des 6 ateliers de recharge répartis au sein des bâtiments de stockage du site sont en cours d'aménagement, à des stades plus ou moins avancés. L'atelier implanté dans le bâtiment TL1 étant pratiquement terminé, il a fait l'objet d'une vérification détaillée de la part de l'inspection. Celui-ci respecte strictement les prescriptions susvisées. Une signalétique claire pourrait toutefois figurer utilement à proximité du bouton d'arrêt d'urgence de chaque local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/05/2024, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes spécifiques d'utilisation et de gestion des dysfonctionnements des ateliers de recharge sont rédigées et portées à la connaissance des utilisateurs. Les affichages au sol et aux murs rappellent la conduite à tenir en cas d'incident. Une consigne de gestion des engins en dysfonctionnement, quelle que soit sa position sur le site, est mise en place et testée régulièrement. Un mois avant l'utilisation de chariots et batteries de technologie lithium-ion sur le site, cette consigne est adressée à l'inspection.
Constats : L'atelier de recharge TL1 dispose de consignes de sécurité affichées à l'entrée, notamment en cas d'incident sur un chariot lithium nécessitant l'intervention des pompiers du SDIS et/ou des pompiers privés Michelin. Une formation spécifique sera dispensée au personnel de l'usine préalablement à la mise en service des chariots, concernant les risques liés au lithium et les modalités d'extraction d'un chariot présentant un dysfonctionnement important.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/05/2024, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'isolement de gestion des risques spécifiques
Prescription contrôlée : L'exploitant définit sous sa responsabilité, si nécessaire avec l'appui du SDIS, au moins une zone sécurisée permettant d'isoler tout engin équipé de batteries lithium-ion présentant des dysfonctionnements de nature à provoquer un incendie. Cette zone sécurisée est : <ul style="list-style-type: none">• implantée à distance d'au minimum 10 m de toute matière combustible, de tout local à usage de bureau et des limites de propriété• repérée, balisée et réservée à l'isolement des engins défectueux.
Constats : La zone d'isolement W10 est repérée sur le plan général du site et sera positionnée entre le bâtiment TL13 et l'atelier de maintenance des chariots élévateurs. Le marquage au sol n'est pas encore effectif et la benne étanche destinée à recevoir les chariots présentant un dysfonctionnement doit être livrée en septembre/octobre 2024 : l'exploitant s'engage à réaliser ces aménagements dès réception de la benne. Il veillera également à signaler cette zone d'isolement de façon appropriée vis-à-vis des engins et véhicules VL ou PL qui peuvent circuler sur cette voie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense incendie et d'organisation interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/05/2024, article 7.7

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 31 mai 2024, un plan de défense incendie et d'organisation interne est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une à deux cellules.

Constats :

Le POI du site a été établi en lien avec le SDIS 63 et actualisé en juin 2024. Un exercice POI est programmé fin 2024 auquel l'inspection des installations classées essaiera de participer.

Type de suites proposées : Sans suite
